



Taux actuels de démaçiation : 16.3% retard de croissance : 46.5% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 16.3%

Source: Gouvernement yéménite (DHS, 2013)

Bons résultats

- Yémen : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Yémen : en 2015, 91.7% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.

Points à améliorer

- Yémen : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Yémen : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Socio-Economic Development Plan for Poverty Reduction) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Yémen : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Yémen : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013.
- Yémen : l'État ne promeut pas les pratiques d'alimentation complémentaire et n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 8% des enfants en 2015.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (59.7% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Yémen : seulement 59.8% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Yémen : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Yémen : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.1%	2007	43e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	2.2%	2015	43e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	15e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	30.7%	2013	37e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	22e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2017	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2014	30e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2017	34e ex aequo

¹ Pas de benchmark

² Pas de benchmark

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2017	35e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	8%	2015	43e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Non	2010	45e
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	91.7%	2015	10e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	59.7%	2015	11er
Visites médicales pour les femmes enceintes	59.8%	2013	43e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2006-2010	32e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2013	40e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel